

Pour aller de l'avant : Développement du secteur des services généraux

Il est communément admis que nous évoluons vers une « économie de services » ou une « économie post-industrielle ». Ce stéréotype est faux (plusieurs raisons justifient que les industries manufacturières et productrices de marchandises conservent une importance unique et stratégique). Par contre, il est certainement vrai que la production de services représente désormais la majeure partie de notre économie. Environ les deux tiers du PIB du Canada et une proportion encore plus grande des emplois vient des industries de services. (Il faut se rappeler que plusieurs emplois de « service » sont des soutiens aux industries manufacturières et productrices de marchandises et leur existence même dépend du secteur manufacturier.)

Il ne fait aucun doute que l'importance des industries de services va continuer de grandir. Le choix crucial que nous aurons à faire en tant que société sera de décider *quelle sorte* d'emplois de service nous aurons dans notre économie. À l'heure actuelle, malheureusement, la majorité des emplois du secteur sont mal payés et précaires et les employeurs refusent d'investir dans les compétences et la qualité des emplois. C'est particulièrement vrai dans le secteur privé (dans les services publics, par contraste, les salaires, les conditions de travail et la stabilité sont bien meilleurs). Les choses n'ont pas à être ainsi. Le grand secteur des services peut devenir un bassin d'emplois bien rémunérés offrant une qualité et une productivité élevées, pouvant même améliorer notre performance commerciale internationale.

À l'heure actuelle, le secteur des services (surtout privés) est vu comme l'employeur « par défaut » - comme une « éponge » qui sert à absorber la main-d'œuvre en l'affectant à des tâches subalternes mal payées. Cette approche est déplorable. Il vaudrait mieux maximiser le potentiel positif des industries des services, traiter les emplois comme des « carrières » à long terme plutôt que comme des besognes à quitter au plus vite. Les employeurs et les gouvernements devraient investir dans la qualité et la productivité (avec de l'équipement, de la formation, des systèmes hautement performants) au lieu de toujours essayer de faire « cheap ». Bien entendu, il faut un effort concerté pour améliorer la valeur des emplois de service (avec la négociation collective, l'augmentation du salaire minimum et d'autres outils), pour empêcher les employeurs bornés de continuer de mépriser leurs travailleurs.

Le grand secteur des services témoigne d'une grande diversité et d'une forte polarisation des emplois, des revenus et de la sécurité. Certains postes offrent des salaires et avantages décents ainsi que la perspective d'un travail enrichissant à long terme. D'autres n'offrent que le salaire minimum (ou à peine plus) et n'offrent ni stabilité ni sécurité. En réglementant les emplois de service et en fermant l'accès à l'option des faibles salaires, nous pourrions bâtir une « économie de services » dont nous aurions de quoi être fiers.

PRINCIPAUX EMPLOYEURS TCA*	NOMBRE DE MEMBRES
Ateliers de mécanique auto, région de Montréal	1 800
Allstream Inc.	800
Securitas	500
Servantage Building Maintenance	460
Toromont Industries Ltd	280
Énergie électrique Québec	250
Green Shield	250

* Employeurs TCA comptant plus de 250 employés.



Profil sectoriel SERVICES GÉNÉRAUX

FAITS ET CHIFFRES	
PIB total (valeur ajoutée, \$ de 2002) <i>Croissance depuis 2000</i>	864 milliards \$ +27 %
Exportations	64 milliards \$
Importations	97 milliards \$
Balance commerciale	-33 milliards \$
Nombre total d'emplois <i>Évolution depuis 2000</i>	11 734 158 +2 238 881
Émissions de gaz à effet de serre (kilotonnes) en 2005 <i>Évolution depuis 2000</i>	47 689 +11 %
Salaire horaire moyen (sans heures supplémentaires) <i>Évolution du salaire réel depuis 2000</i>	18 \$ +3 %
Croissance de la productivité de 2000 à 2007	+8 %
Nombre moyen d'heures par semaine (sans heures supplémentaires)	27,7
Nombre moyen d'heures supplémentaires par année	26
Taux de syndicalisation approximatif	32 %
Nombre de membres TCA dans le secteur	23 200
Pourcentage de l'effectif TCA	10 %
Nombre d'unités de négociation TCA	352
Taille moyenne de l'unité de négociation	66

SOURCES : Statistique Canada; Recherche TCA.

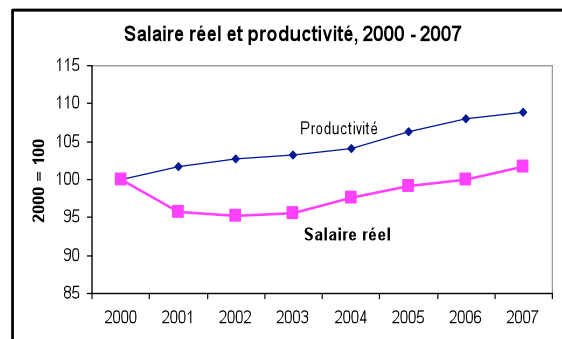
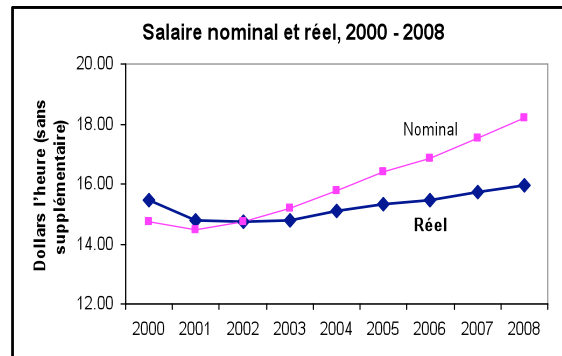
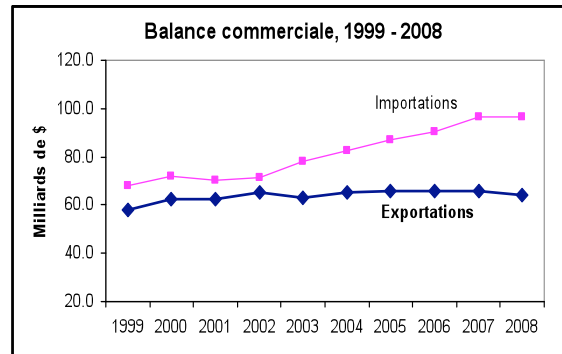
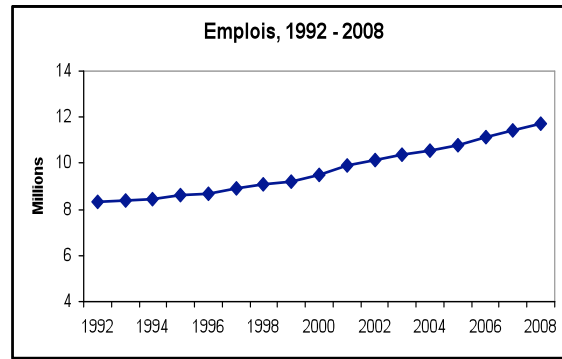
Données 2008 sauf précision à l'effet contraire. Données pour l'ensemble du secteur des services, sauf pour l'effectif TCA.

Conjoncture actuelle

La conjoncture économique dans l'ensemble du secteur des services tend à être la somme des hauts et des bas de l'économie domestique. Après tout, les services représentent 70 % des emplois et les deux tiers du PIB du Canada. Le niveau d'emploi dans le secteur a augmenté de façon constante sur dix ans et plus de 2 millions d'emplois se sont créés depuis 2000. Si l'emploi s'est stabilisé avec l'arrivée de la récession, il n'a pas connu de baisse marquée (contrairement au secteur manufacturier et à d'autres producteurs de marchandises), en partie grâce au secteur public (toujours un oasis de stabilité en temps de récession). Cela témoigne aussi du fait que les dépenses en services offrent une meilleure stabilité que les dépenses en gros biens manufacturés (qui réagissent plus fortement aux humeurs des consommateurs).

Les salaires, par contre, sont plus bas dans les services que dans le reste de l'économie. Le salaire moyen est d'à peine plus de 18 \$ l'heure. Comme les horaires sont plus courts aussi (seulement 28 heures par semaine dans l'ensemble du secteur, où le travail à temps partiel est généralisé), le niveau de revenu ne permet pas aux travailleurs du secteur de joindre les deux bouts.

La plupart des services tendent à être produits et consommés « près de chez soi ». Qu'il s'agisse d'un restaurant ou d'un hôpital, l'employé est habituellement du quartier. Donc, la demande de services dépend beaucoup de l'état de l'économie domestique ou régionale (et non des tendances internationales ou mondiales). Cependant, certains services s'échangent sur de longues distances et même à l'étranger, notamment tourisme, transports, communications, culture, services commerciaux spécialisés et services publics. La performance commerciale du Canada dans les services n'a toutefois pas été meilleure que dans le secteur manufacturier. Nos exportations ont à peu près équivalu à nos importations jusqu'en 2002, après quoi, sous l'effet de l'envolée du huard, nos importations ont fait de même tandis que nos exportations ont décliné, d'où un déficit de 33 milliards \$ aujourd'hui, qui se traduit par des dizaines de milliers de pertes d'emplois.



Les TCA dans le secteur des services généraux

Les TCA comptent plus de 20 000 membres dans ce que nous appelons le secteur des « services généraux ». Ce nombre comprend diverses professions de service non couverte par nos autres recouvrements sectoriels (p.ex., transport, hôtellerie, santé ou universités et collèges). Cette catégorie « fourre-tout » englobe une panoplie d'entreprises et de métiers. Nous avons une convention sectorielle qui couvre environ 1 800 mécaniciens et autres travailleurs d'ateliers de réparation et de concessionnaires automobiles dans la région de Montréal. Il y a aussi d'importants groupes TCA dans la téléphonie longue distance, l'entretien d'immeubles, les services de sécurité, les services publics d'électricité et à la société Green Shield (administrateur sans but lucratif de régimes d'avantages sociaux pour les membres des TCA de l'automobile et d'autres secteurs).

Comme les services représentent une part de plus en plus importante du total des emplois au Canada (près de 70 %), il est essentiel d'intensifier nos efforts de recrutement dans ce grand secteur.

CAW  TCA
CANADA
www.caw.ca

« ÉCOLOGISER » LE SECTEUR

- Adopter des initiatives de conservation de l'énergie dans tous les lieux de travail.
- Adopter de meilleures pratiques de recyclage et de conservation.
- Utiliser les fournisseurs locaux pour réduire les transports et le gaspillage d'énergie.



ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

- Améliorer la valeur du travail en investissant dans les compétences, en réduisant le roulement du personnel, en améliorant la stabilité des horaires.
- Forcer les employeurs à traiter la main-d'œuvre avec plus de respect, en relevant les salaires et les avantages sociaux (via la syndicalisation et l'augmentation du salaire minimum).
- Défendre et élargir le secteur public (où sont les meilleurs emplois du secteur).
- Utiliser des stratégies de développement sectoriel proactives pour permettre l'expansion des industries de services orientées vers l'exportation de qualité (p. ex., transport, tourisme, culture et services commerciaux).